

---

## CONVENTION SERVITUDE DE TREFONDS

---

*Entre*

La SARL CONSTRUCTION RHONE-ALPES LOGEMENT (CRAL) domiciliée 85 chemin de Rollinière, 38290 SATOLAS-ET-BONCE,  
Enregistrée sous le SIRET 752 805 147 00027, et le numéro B 752 805 143 RCS à Vienne  
Représentée par son gérant Monsieur Stéphane ABADIE  
Agissant pour le compte du LOTISSEMENT « LES COTEAUX DU VILLAGE » qui sera édifié rue Abbé Métifiot à Villefontaine

Désigné comme le « Bénéficiaire »,

*Et*

La Commune de VILLEFONTAINE  
Immatriculée auprès de l'INSEE sous le numéro de SIRET 231 805 534 00012  
Domiciliée en l'Hôtel de Ville Place Pierre Mendès France à VILLEFONTAINE (38090),  
Représentée par Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, son maire

*Il a été convenu ce qui suit,*

La SARL CONSTRUCTION RHONE-ALPES LOGEMENT sollicite la commune pour bénéficier d'une servitude de tréfonds permettant l'installation et le maintien dans le sol :

- D'une canalisation d'évacuation des eaux pluviales
- D'une canalisation d'évacuation des eaux usées
- D'une canalisation de fourniture d'eau potable
- L'installation et le maintien de gaines techniques nécessaires à l'alimentation en téléphone

de sa propriété cadastrée section AM n° 99p.

**En conséquence,**

La commune de Villefontaine constitue, à titre de servitude réelle et perpétuelle, une servitude de tréfonds permettant l'installation et le maintien dans le sol:

- D'une canalisation d'évacuation des eaux pluviales
- D'une canalisation d'évacuation des eaux usées
- D'une canalisation de fourniture d'eau potable
- De gaines techniques nécessaires à l'alimentation en téléphone

sur le bien suivant cadastré section AM, n°2, d'une superficie de 47 are(s) 45 centiares

**Désigné comme étant le « fonds servant »**

Aux bénéfices des biens en la parcelle cadastrée section AM n° 99p, sur la commune de Villefontaine, d'une contenance de 31 are(s) 58centiares.

Origine de propriété du bien :

Ce bien appartient à la CRAL par suite d'un acte d'acquisition reçu par M<sup>e</sup> BLANC, notaire à Saint Quentin Fallavier, le 23/07/2020, en cours de publication au service de la publicité foncière de Vienne.

**Désigné comme étant le « fonds dominant »**

### **Article 1 : Besoins du fonds dominant**

La présente servitude est consentie pour les besoins d'installation et le maintien dans le sol :

- d'une canalisation d'évacuation des eaux pluviales
- d'une canalisation d'évacuation des eaux usées
- d'une canalisation de fourniture d'eau potable
- de gaines techniques nécessaires à l'alimentation en téléphone

aux bénéfices du fonds dominant.

### **Article 2 : Assiette de la servitude**

Cette servitude s'exercera sur la parcelle cadastrée section AM n° 2, fonds servant, de la manière suivante:

- les gaines techniques en tréfonds sont établies depuis les compteurs EDF et TELECOM, situés en limite nord de la parcelle cadastrée section AM n° 2, telles qu'identifiées sous teinte sur le plan de cadastre ci-annexé ; dans une bande de 4 mètres de large, une canalisation souterraine d'une longueur de 15 mètres à une profondeur comprise entre 0.70mètres et 2.70 mètres.

- les canalisations d'évacuation des eaux pluviales, eaux usées et d'eau potable en tréfonds sont établies depuis la limite Nord Est des biens cadastrés section AM n° 2, telles qu'identifiées sous pointillés rose sur le plan d'exécution des travaux annexé, dans une bande de 4 mètres de large, des canalisations souterraines d'une longueur de 15 mètres à une profondeur comprise entre 0.70 mètres et 2.70 mètres.

Le plan demeure annexé à la convention.

Le bénéficiaire s'engage à faire établir les bornes de repérage nécessaires.

### **Article 3 : Conditions d'exercice de la servitude**

Cette servitude constituée à titre réel et perpétuel par la Commune de Villefontaine, propriétaire du fonds servant, et expressément acceptée par CRAL, propriétaire du fonds dominant, comportera :

1) le droit pour toute entreprise mandatée par le propriétaire du fonds dominant ou ses ayants droit, de pénétrer sur le fonds servant pour les besoins de l'exercice de la présente servitude ;

2) le droit pour toute entreprise mandatée par le propriétaire du fonds dominant ou ses ayants droit, de pénétrer sur le fonds servant, pour assurer l'installation, l'entretien, la réparation, le changement éventuel de la canalisation, des compteurs et des ouvrages ou gaines techniques

nécessaires à l'exercice de la présente servitude, sans que ces travaux puissent porter atteinte au fonds servant et avec obligation pour le propriétaire du fonds dominant de remettre les lieux en l'état ;

3) l'obligation pour le propriétaire du fonds dominant, et ses ayants droit ou ayants cause, de remédier à ses frais à toute dégradation causée au fonds servant, qui serait la conséquence de l'exercice de la présente servitude.

Les travaux de maintenance, de réparation, de débouchage éventuels de la canalisation et de changement éventuel des compteurs et des gaines techniques ou autres ouvrages nécessaires à l'exercice de la présente servitude, seront à la charge exclusive du propriétaire du fonds dominant. Tout aménagement de cette servitude ne pourra intervenir que d'un commun accord entre les propriétaires des deux fonds concernés.

#### **Article 4 : Conditions financières**

La présente constitution de servitude fait l'objet d'une redevance d'occupation du domaine public. Cette redevance s'élève à 1 000 euros.

#### **Article 5 : Enregistrement de l'acte**

Les frais et démarches d'enregistrement de la présente convention auprès du Service des Publicités Foncières seront à la charge du bénéficiaire.

La commune ne saurait être tenue pour responsable envers le bénéficiaire, ses ayant-droits ou tout autre entité administrative, personne morale ou privée, du défaut d'enregistrement auprès de ce service par le bénéficiaire signataire du présent acte.

#### **Article 6 : Litiges**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

Fait à Villefontaine le

Patrick NICOLE-WILLIAMS  
Maire de Villefontaine

Le bénéficiaire,